10 DECEMBRE 1974 - NUMERO 11

50 cents

CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

IMMIGRATION=AIDE OU PROFIT?

Publications du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR)

1. **Recueil de textes.** Il s'agit d'une anthologie de textes des années 1970-1973, où sont réunies les principales analyses politiques du MIR, ses textes d'organisation, son explication du rôle du parti et des organisations de masse, etc. ($1.00)

2. **Courier de la Résistance (Correo de la Resistencia).** C'est l'organe officiel du MIR à l'extérieur. C'est une revue en français, destinée à faire connaître les positions et les actions du MIR dans la clandestinité, dans la lutte contre la dictature gorille. (mensuel, 0.50¢, abonnement annuel: $5.00)

3. **El Rebelde (dans la clandestinité).** C'est l'organe officiel du MIR au Chili. C'est l'instrument d'orientation et d'organisation de l'avant-garde prolétarienne du Mouvement de la Résistance.

Le MIR dirige actuellement la résistance dans des conditions extrêmement difficiles. C'est de cette lutte qu'ils nous parleront dans leur revue Correo de la Resistencia (Courier de la Résistance) et dans leur journal El Rebelde. (mensuel, 0.25¢, abonnement annuel: $2.50)

On peut recevoir ces publications, en écrivant à:

1) Librairie Progressiste
   C.P. 40 Station N. Montréal (522-1373)
2) A.P.L.Q.
   2074 rue Beaudry, Montréal (522-1175)
3) Comité de Solidarité Québec-Chili
   356 Ontario, est, Montréal 129 (842-8459)

SOMMAIRE

- **GARCH, Groupe d'Appui à la Résistance Chilienne** p 2
- **Immigration: aide ou profit?**
  - **La logique du système** p 3
  - **Les Haitiens: un cas typique** p 4
  - **Des Chiliens triés sur le volet** p 5
- **Nouvelles du Chili** p 6, 7
- **COOTRALACO, une cooperative pas comme les autres** p 8, 9
- **Le Syndicalisme Argentin** p10, 11
- **BRESIL: main dans la main avec les gorilles** p 12,13
- **"Chiliens-Quebecois": deux consciences pour une même exploitation** p 14,15
- **Questions sur le Chili pour notre orientement** p 16

GARCH, Groupe d'Appui à la Résistance Chilienne

Groupe des Femmes

La dictature militaire fasciste qui contrôle le Chili depuis plus d'un an continue à réprimer la classe ouvrière et de larges secteurs populaires. Elle a supprimé toutes les libertés démocratiques et syndicales, poursuivant, torturant et assassinant des miliers de travailleurs qui étaient militants ou sympathisants de la cause du peuple. Les gains réalisés grâce à des dizaines d'années de lutte, gains consolidés durant le gouvernement de l'U.P., ont été annulés par la réaction la plus violente et la plus brutale de toute l'histoire du mouvement prolétaire chilien.

Le chômage et l'inflation croissants précipitent la masse des travailleurs dans la misère; progressivement la Junte militaire perd l'appui de secteurs contre-révolutionnaires qui l'approuvaient au début. L'image internationale du Chili et son isolement consécutif réflètent la réalité du régime actuel, qui se maintient grâce à la terreur et impose une surexploitation du travail salarié.

Le prolétariat chilien a une longue tradition de combativité; il n'a pas été défait même si les militaires ont tenté, par le sang et le feu, de mâter la RESISTANCE. Mais la conscience politique et idéologique du prolétariat et des autres couches populaires ne s'écrase pas par décret.

Pour chaque militant qui tombe, des milliers surgissent; pour chaque dirigeant qui tombe dans cette lutte héroïque pour la Résistance pour le droit à être libres, surgira un peuple entier. La Résistance vit dans chaque coin du Chili et n'aura de cesse avant la victoire finale.

C'est pour cela que nous, les femmes, avons décidé de nous organiser pour appuyer cette résistance, fournissant notre gain de sable à la lutte de nos camarades. Même ici, nous sommes déjà et continuerons à être avec eux.

C'est pourquoi nous nous sommes fixé comme une de nos tâches fondamentales de faire connaître la réalité que vit notre peuple: les massacres, la faim, la prison et les tortures. De plus nous voulons aider à ce que se développe une conscience critique de ce qu'a été le processus chilien et des leçons qu'on peut en tirer.

IMMIGRATION = AIDE OU PROFIT?

La logique du système

Dès le 11 septembre 1973, les Québécois qui par solidarité avec le peuple chilien ont voulu aider les victimes de la répression en les accueillant dans notre pays se sont heurtés à un mur: n'entre pas qui veut au pays.

L'ambassadeur du Canada à Santiago a d'abord refusé d'ouvrir pour la peine les portes de l'ambassade à ceux qui demandaient l'asile politique. Pendant que d'autres pays ont accueilli des milliers de Chiliens et étrangers en danger, M. Andrew Ross ne pouvait condamner ses amis de la junte militaire. Il a nié la répression, les milliers de morts, la torture, les emprisonnements. Sous les pressions de plus en plus insistantes des groupes populaires et des organismes humanitaires canadiens et surtout québécois, le gouvernement canadien a finalement consenti à entrebailler la porte pour permettre à une soixantaine de personnes de s'y introduire comme réfugiés politiques; non sans avoir pris la peine de les choisir soigneusement. Puis -- toujours suite aux pressions -- le Ministère de l'Immigration a fait accélérer les procédures et a diminué quelque peu ses exigences, le tout dans le but "humanitaire" d'assister les Chiliens en difficulté.

Pourquoi une telle politique? Ce qui détermine les "politiques" d'un gouvernement bourgeois, c'est d'abord et avant tout les enjeux économiques mais dans des conjonctures particulières, l'aspect plus spécifiquement politique, celui du rapport de force dans la lutte des classes, au niveau national puis international explique les "politiques" décidées par ces gouvernements. La question de l'immigration "chilienne" est un bon exemple de cela tout comme l'accueil des Hongrois et Ougandias en ont été d'autres.

Une nécessité économique

Nous sommes en régime capitaliste, où nul geste ne se pose gratuitement. L'immigration est vue par la majorité des gens comme la résultante d'une attitude humanitaire: on accepterait de recevoir des gens qui doivent laisser leur pays par suite de difficultés économiques ou politiques. Mais en fait il n'en est rien: nous recevons des immigrants en quantité et au moment que nous choisissons pour répondre à nos besoins. Et nos besoins sont précis: il faut maintenir un certain surplus de main-d'oeuvre de telle façon que les travailleurs se sentent en insécurité et qu'ils soient forcés d'accepter les conditions de travail qu'on leur propose. Ceux qui croient que cette interprétation prête à tort des intentions machiavéliques à nos gouvernants devraient étudier le processus de sélection des immigrants: ils verront qu'on ne tient absolument pas compte des raisons qui les forcent à quitter leur pays: les Chiliens qui sont recherchés par l'armée, ceux qui se sont évadés des camps militaires, les étrangers qu'on a parqués dans des camps de réfugiés n'ont pas plus de chances que les autres d'être acceptés s'ils ne cumulent pas le nombre de points qui en font des candidats désirables (cf. article p. 5). Les méthodes de sélection ne diffèrent finalement point de celles qu'on utilise pour acheter des chevaux: l'âge du candidat, son titre professionnel, son état de santé, son capital jouent un rôle de premier plan, mais également on tient compte des "commandes" canadiennes: tel type de main-d'oeuvre est recherché, telle région a un taux de chômage inférieur à 5% qu'il faut vite remonter. L'affaire chilienne est survenue alors que le chômage était à la hausse et que la conjoncture économique était mauvaise; on n'avait donc pas besoin de nouveaux travailleurs.

Chili = politique

Il est très clair que dans le cas de réfugiés et immigrants chiliens, les raisons d'ordre politiques sont le facteur dominant qui expliquent aussi l'attitude canadienne. Le régime Allende voulait mener le pays au socialisme et ceux qui l'ont renversé avaient la même conception de la démocratie que le gouvernement canadien; on se souvient d'octobre 1970 et des menaces non voilées qu'on nous sert pendant les campagnes électorales pour nous empêcher de voter Parti Québécois. Dans ces conditions, comment condamner les "sauveurs de la démocratie"? Car le faire ce serait admettre qu'ils exercent une répression telle que soit justifiée un exode massif. On risquerait de se mettre à dos un gouvernement avec lequel nos financiers entendent bien conclure des affaires d'or. On s'est dépêché de reconnaître le nouveau gouvernement, il n'est donc pas question de le désavouer un peu plus tard. De plus, ces immigrants qui s'opposent à la démocratie "à la Pinochet" ne risquent-ils pas aussi de s'opposer à la démocratie "à la Trudeau"? Quand il a bien fallu accepter quelques immigrants, la Gendarmerie Royale du Canada s'est tout de suite rendue sur place pour éliminer les militants éventuels, les "activistes" et les leaders possibles. Les gens de la droite — eussent-ils appartenu au mouvement extrémiste Patria y Libertad — passaient vite cette partie de l'examen.

IMMIGRATION=AIDE OU PROFIT?

De plus, à la lumière du cas haïtien, l'on peut penser que le Canada voit d'un mauvais oeil l'immigration chilienne parce qu'il interférerait dans sa stratégie génocidaire vis-à-vis du Québec. La natalité québécoise étant à son point le plus faible, il s'agit simplement de veiller à maintenir "favorable" l'équilibre dans le nombre d'immigrants s'intégrant aux francophones et aux anglophones, ces derniers devant submerger les premiers; et plusieurs Chiliens ont choisi le mauvais côté pour s'intégrer.

Conclusion

Le raisonnement fait pour les Chiliens s'applique intégralement aux Haïtiens; et si on analyse quelqu'autre groupe d'immigrants, on verra qu'il s'agit de constantes. **Les politiques d'immigration du Canada répondent aux intérêts des capitalistes qui mènent le pays, et ces intérêts sont contraires à ceux des travailleurs québécois.** Le gouvernement a décidé d'aller jusqu'au bout dans son implacable volonté de contrôler totalement l'immigration: il faut lui opposer une résistance qui s'avère inébranlable; il faut sauver les centaines d'Haïtiens menacés de déportation, il faut empêcher qu'on livre à leurs bourreaux les 25 chiliens arrivés comme touristes qui ont demandé l'asile politique au Canada.

Les Haitiens: un cas typique

Le Canada continue à expulser du pays les Haïtiens qui y sont entrés comme touristes et qui une fois sur place avouent qu'ils ont fui la répression de leur pays. Même si tout ce qui existe de mouvements et organisations humanitaires, internationalistes, nationalistes, progressistes, etc. demande que le gouvernement mette de côté ses fameux règlements pour être un peu humain pour une fois. Car il a été clairement établi:

1) que le régime Duvalier se maintient au pouvoir grâce à des méthodes terroristes épouvantables parmi lesquelles le meurtre, l'emprisonnement et la torture occupent une large place; donc tout Haïtien qui manifeste la moindre opposition est en danger;

2) que la plupart des Haïtiens qu'on veut expulser ont été mal informés par les compagnies de transport qui leur ont fait croire qu'on pouvait émigrer au Canada de cette façon;

3) que les Haïtiens qui retournent dans leur pays après quelques mois d'absence sont fort suspects et souvent arrêtés.

Mais on sait bien: **les Haïtiens sont noirs; ils fuient un pays du "monde libre";** ce serait tellement différent s'ils venaient de Tchécoslovaquie ou de Hongrie ou de Russie... **ils parlent français;** ils risquent donc de déséquilibrer la balance linguistique de l'immigration canadienne normale, c'est-à-dire 90% du côté anglophone et 10% du côté francophone; mais surtout **ils sont du Tiers monde.** En effet, les Haïtiens sont les premières victimes de l'opération "chacun pour soi" qui commence. Nous entrons dans une crise mondiale (difficultés d'approvisionnement en matières premières, famines importantes, inflation galopante, etc.); le chômage va certainement augmenter (c'est bien parti aux Etats-Unis); donc protégeons-nous d'abord. Les portes des pays riches se ferment: les Haïtiens pris dans la porte se font écraser, mais on ne veut pas plier, car le principe doit être rigoureusement appliqué. En fin de compte, l'occasion est excellente car "les Haïtiens sont noirs, etc."; et l'opposition vient presque seulement des frogs du Québec.

Après les Haïtiens, les Chiliens; ensuite, d'autres. L'impérialisme s'organise déjà pour survivre à la crise qui risque de l'emporter. La bataille des Haïtiens est difficile, mais elle est stratégiquement extrêmement importante. Nous devons tout faire pour la gagner.

IMMIGRATION = AIDE OU PROFIT?

Le 23 octobre 1974, le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, Robert Andras, déclarait que le Canada continuerait à aider les réfugiés, les personnes persécutées ou déplacées et les traiterait avec compassion pour des raisons humanitaires. Ces paroles ne sont que de la poudre jetée aux yeux, car elles n'ont aucune raisonnance dans les faits. Le même jour, pendant une conférence de presse à Paris, Pierre E. Trudeau laissait voir sous son vrai jour ce qui a caractérisé la politique canadienne envers les réfugiés du Chili après le coup d'état du 11 septembre 1973: "Il a en effet confirmé que le Canada refusait d'admettre des réfugiés communistes, qualifiant ceux-ci d'extrémistes et les comparant aux fascistes." (La Presse, 23 oct. 74)

M. Andras pourra toujours continuer à affirmer à ses adversaires politiques que le Canada a accordé de 1400 à 1500 visas d'immigrants aux Chiliens qui en ont fait la demande et que seulement la moitié d'entre eux les auraient utilisés. Nous aimerions d'ailleurs avoir les chiffres officiels de ceux qui sont effectivement arrivés au Canada, car aussi étonnant que cela puisse paraître, des estimations sérieuses nous portent à croire que Montréal n'a reçu qu'un peu plus d'une centaine de familles, tandis que Québec en a accueilli une trentaine. Mais comment pourrait-il en être autrement si une bonne partie d'entre ceux qui ont placé une demande d'émigration se trouve présentement dans les camps de concentration ou les nombreuses prisons du Chili? Comment les autres pourraient-ils réclamer leur visa d'immigrant puisque les bureaux de l'ambassade sont continuellement surveillés par le SIM (Service d'intelligence militaire) pour appréhender les personnes qui s'y présentent?

Pour le gouvernement canadien, le coup d'état chilien est un dossier classé. En ce moment à l'ambassade du Canada à Santiago, on applique les mêmes critères de sélection pour l'immigration qu'avant le coup d'état, comme si le Chili était dans une situation tout à fait normale. Voici quelques exemples à partir des témoignages que nous avons recueillis.

Des Chiliens triés sur le volet

Les quelques personnes qui réussissent leur "examen" (interrogatoires de plusieurs heures par nos spécialistes de la sécurité) doivent encore souffrir de la lenteur des procédures et des nombreuses difficultés de la part des fonctionnaires, tout cela dans un but évident de décourager les futurs immigrants. Cette bureaucratisation volontaire et calculée

Ponce-ANDRAS-Pilate

contribue à mettre en danger la vie de ceux qui demandent un visa. De plus, il existe en ce moment une discrimination fort nette: un diplôme universitaire ou professionnel est exigé, ce qui enlève toute possibilité d'immigration aux ouvriers et aux étudiants. Comme si les barrières à l'immigration n'étaient pas déjà assez hautes, on vient même d'ajouter une nouvelle exigence, celle d'avoir en sa possession un contrat de travail d'un employeur canadien; ce contrat doit être remis aux centres de main-d'oeuvre du Canada avant d'être envoyé; si après un certain temps il est établi qu'aucun résident canadien n'est disponible pour le poste, l'offre de travail peut être acheminée vers le Chili, où elle conférera à son détenteur quelques points de plus dans le système d'évaluation; par contre le candidat qui ne détient pas un tel contrat perd automatiquement 50% du total possible de points, ce qui a toutes fins pratiques signifie qu'il n'est pas accepté.

Le système de points vaut qu'on s'y arrête; il est secret, mais à partir de divers témoignages dignes de foi, on sait maintenant comment il fonctionne. Pour être accepté, un candidat doit réunir un certain nombre de points; pendant quelque temps, le gouvernement a consenti à baisser le total nécessaire pour les immigrants chiliens, mais il a ensuite remonté ce total. Plusieurs aspects entrent en ligne de compte, chacun fournissant dix points: l'état de santé (examen médical et analyses de laboratoire et de radiologie fort dispendieux aux frais du postulant), la connaissance parlée et écrite de l'une ou l'autre des deux langues officielles, la possession d'une somme d'argent suffisante pour vivre sans problèmes pendant quelques semaines, la possession d'un diplôme universitaire ou professionnel, le fait d'avoir un parent ou un ami au Canada, l'âge (les plus vieux ne travailleront pas assez longtemps pour qu'il vaille la peine de les importer), certaines régions dans lesquelles l'immigrant veut s'installer et qui ont un faible taux de chômage, et évidemment le contrat de travail plus haut mentionné. Même si un candidat possède tous ces attributs, il peut être refusé par la Gendarmerie Royale du Canada qui fait l'examen politique de tous les postulants.

Connaissant la situation économique des travailleurs chiliens dont beaucoup sont en chômage obligatoire depuis le 11 septembre 1973, et compte tenu de toutes les exigences présentées par l'ambassade du Canada à Santiago, il est évident que très peu de Chiliens sont en condition d'immigrer au Canada. Les critères appliqués ne tiennent donc pas compte que le Chili vit une des périodes les plus noires de son histoire, qu'il y existe un taux de chômage fantastique et qu'il persiste un danger d'emprisonnement et de mort pour des milliers de travailleurs chiliens.

NOUVELLES

Durant les derniers mois, on a pu lire à l'occasion dans les journaux, des nouvelles sur le Chili: mort de Miguel Enriquez, libération des prisonniers politiques, crise économique, etc. Nous tenterons en quelques lignes de resituer les derniers évènements qui se sont produits au Chili.

CRISE ECONOMIQUE

La situation chilienne se caractérise avant tout par une crise économique qui ne montre aucun signe d'amélioration. Cette crise se manifeste de plusieurs façons: inflation galopante, taux de chômage élevé, baisse de la production dans presque tous les secteurs de l'économie, perte du pouvoir d'achat des travailleurs, etc. Durant les derniers mois, la situation ne s'est pas améliorée.

Selon l'Institut National de la Statistique, le coût de la vie a augmenté de 12.8% pour le mois de septembre et on prévoyait une hausse similaire pour les mois suivants. Le déficit de la balance des paiements pour l'année 1974 sera de $142.1 millions. La crise économique est tellement grave que la revue Ercilla (contrôlée par la Démocratie chrétienne) du 16 au 22 octobre soulignait: "Dans beaucoup de secteurs, les produits chiliens dépassent le niveau des prix internationaux qui sont considérés par les experts, indicateurs de "réalisme". Les salaires, d'autre part, même avec les réajustements et les bénéfices sociaux sont encore loin d'avoir atteint un tel niveau."

Face à cette crise économique, la junte militaire cherche désespérément à attirer des investissements étrangers et pour cela, elle est prête à faire toutes les concessions. Dernièrement, elle signait un accord avec la compagnie américaine Kennecott dont les mines de cuivre avaient été nationalisées durant le gouvernement de l'U.P., où elle s'engageait à lui payer un montant de $68 millions, comme indemnisation pour ses mines de cuivre. Encore dans le secteur du cuivre, elle refusait dernièrement de former un front commun avec les pays producteurs de cuivre, qui voulaient hausser le prix de vente de celui-ci. De cette façon, la dictature ne voulait pas déplaire aux Etats-Unis qui sont les seuls à pouvoir investir massivement au Chili. La dernière mesure d'importance, ce fut la restitution à l'entreprise privée des banques nationalisées durant l'U.P. et la permission donnée au capital étranger d'acheter des actions des banques chiliennes.

Malgré toutes ces garanties et ces facilités accordées au capital étranger et à l'impérialisme, la seule compagnie étrangère qui s'est risquée à investir une somme importante, ce fut la Chile Canadian Mines S.A., qui exploitera une mine de cuivre dans la province d'Antofagasta située à 1,400 kms. au nord de Santiago.

CRISE POLITIQUE

Parallèlement à la crise économique, une crise politique d'envergure où s'affrontent différents secteurs de la bourgeoisie est en train de se polariser. Les derniers évènements survenus au Chili ne font que confirmer l'approfondissement de cette crise.

Dans les Forces Armées, Pinochet continue à épurer les rangs des militaires qui ont des "dissidences" avec la Junte. Dernièrement, sept généraux de l'armée ont été mis à la retraite. Dans l'aviation, le même scénario s'est répété avec la mise à la retraite de trois généraux de l'air et on annonce des mesures semblables dans la Marine et chez les Carabiniers.

Au sein de la D.C., on assiste à des affrontements entre différents secteurs. La junte militaire, en interdisant le retour au Chili du député D.C. Bernardo Leigton, pour ses déclarations contre la Junte, a approfondi les divisions qui existent au sein de la D.C.A. à la suite de la déclaration du président de la D.C. qui protestait contre la décision de la Junte au sujet de Leighton, un secteur de la D.C. a fait connaître publiquement son désaccord avec la déclaration du président de la D.C. Des représentants de ce secteur (Frei) on rencontré à plusieurs reprises le ministre de l'intérieur et Pinochet et à la suite de l'une de ces rencontres, ils ont déclaré qu'il n'y avait pas de frictions entre la D.C. et la Junte militaire. Au même moment, les militaires arrêtaient pour la seconde fois un député de la D.C.

Durant les derniers mois, les pressions internationales ne se sont pas relâchées. La France a gelé ses crédits au Chili pour protester contre l'emprisonnement de plusieurs

Salvador Allende

+++

DU CHILI

ressortissants français. Le congrès américain a diminué de moitié les crédits militaires accordés au Chili pour l'année 1975. Dans une tentative pour désamorcer les pressions internationales, Pinochet a annoncé ces jours derniers, la libération de tous les prisonniers politiques d'ici la fin de l'année (sic).

MOUVEMENT POPULAIRE

Avec la mort de Miguel Enriquez, le mouvement populaire a reçu un dur coup. Mais sa mort ne doit pas être considérée comme la fin du MIR ou du mouvement populaire de résistance. En ce moment, toutes les énergies sont concentrées dans la formation de Comités de Résistance qui coordonnent et dirigent toutes les formes de luttes des masses. Ces organisations de masses sont les bases du futur pouvoir populaire. L'autre tâche importante en ce moment, c'est l'unité de la gauche et des secteurs antidictatoriaux de la D.C. autour d'un programme minimum dont l'objectif est le renversement de la dictature et la formation d'un gouvernement provisoire.

LA JUNTE VEUT ACHETER LES REVOLUTIONNAIRES

Dans un communiqué daté du 10 septembre, le MIR oppose un refus catégorique aux propositions de négociation de la junte militaire chilienne.

Au début du mois de juillet, le Service d'Intelligence des Forces Aériennes (SIFA) fait parvenir une lettre à la direction du MIR où il propose une conversation extra-officielle entre les chefs de la SIFA et le secrétaire général du MIR. Le 30 août, les deux émissaires du MIR, Laura Allende et l'évêque Carlos Camus assistent à une réunion avec des officiers de la SIFA. Le contenu de la proposition est le suivant: que le MIR livre son armement, son travail à l'intérieur de l'armée et que les militants et les dirigeants soient envoyés à l'extérieur; que la Junte militaire en contrepartie libère tous les prisonniers du MIR et la possibilité que le MIR continue à "fonctionner" au Chili moyennant un arrêt de leur opposition politique active à la Junte pendant deux ou trois ans.

Le MIR a opposé un refus catégorique à une telle proposition." Le MIR ne négocie pas avec la dictature gorille qui surexploite et réprime la classe ouvrière et le peuple. Nous ne faisons rien à l'insu du peuple... Seuls des officiers myopes, formés à l'école de la trahison des généraux du 11 septembre, peuvent nous penser capables de trahir non seulement nos objectifs et nos principes mais aussi nos alliés. L'unité avec l'Unité Populaire et avec des secteurs du PDC, est un des objectifs fondamentaux en ce moment et, un des outils les plus puissants pour renverser la dictature gorille".

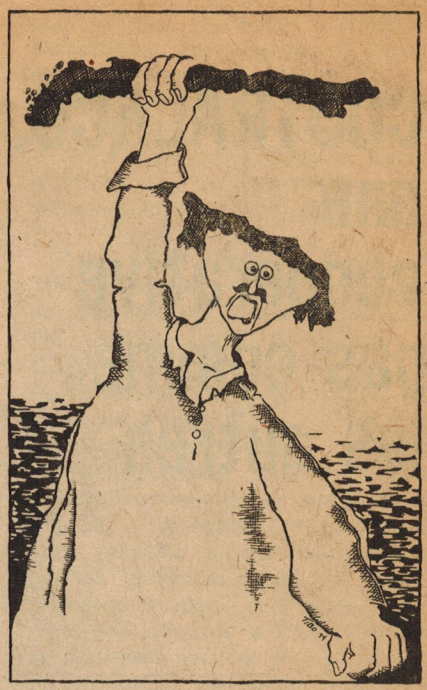
LIBERTE POUR LES MARINS DU PEUPLE

Au mois de juillet 1973, trois dirigeants de la gauche chilienne, Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti Socialiste, Miguel Rodriquez, secrétaire général du MIR et Oscar Carreton, secrétaire général du MAPU reçurent, séparément un appel d'un groupe de marins qui voulaient discuter avec eux. Lors d'une réunion, les marins déclarèrent qu'ils avaient pu vérifier que des officiers de la Marine étaient en train de préparer un coup d'état. Ils prouvèrent leur dire en donnant des noms, des dates et des endroits sur le coup d'état que préparait la Marine. Ils affirmèrent leur volonté et celle de la majorité des marins et des sous-officiers de défendre le gouvernement de l'U.P. Durant la première semaine du mois d'août 1973, le Service d'Intelligence de la Marine arrêtait plus de 100 marins et sous-officiers et les soumettaient à des interrogatoires et des tortures les plus barbares.

Juan Cardenas: un des officiers emprisonnés et torturés dès juillet 73.

En ce moment, un procès secret a lieu à l'intérieur de la Marine. Des informations en provenance du Chili, nous font savoir qu'il existe plusieurs peines de mort. Le silence et le secret avec lequel fonctionne la Marine a pour objectif d'empêcher que l'opinion publique internationale sauve la vie des condamnés à mort, comme elle a sauvé la vie des condamnés à mort lors du procès de la FACH, il y a quelques mois.

Il faut exiger que soient connus publiquement les procès et les condamnations. Il est nécessaire aussi que toutes les organisations de solidarité et populaires réclament la libération immédiate des marins et des civils détenus avec eux.



COOTRALACO, une coopérative pas comme les autres

"Cette coopérative fonctionne grâce à l'effort des travailleurs".

1968. Au Chili. Le gouvernement de Frei est en perte de vitesse. La chilinisation du cuivre a abouti en fait à de honteuses concessions à l'impérialisme. La répression de travailleurs en grève (en 1966 et 1967) a révélé peu à peu le caractère anti-populaire de ce gouvernement réformiste que l'Alliance pour le Progrès voulait donner en modèle au reste de l'Amérique latine. Le mécontentement populaire croît. La Centrale unique des travailleurs, les étudiants se mobilisent dans le débat politique contre le réformisme démocrate-chrétien, allié de l'impérialisme, ennemi des travailleurs.

C'est dans ce contexte que le 13 novembre 1968, les travailleurs manuels et les collets blancs de l'Industrie Andrés Hidalgo, à Santiago, entraient en grève. Au départ, celle-ci semblait devoir prendre l'allure d'une grève ordinaire, de revendications économiques. Le patron avait en effet "négligé" de verser aux titres soit de salaires, soit d'allocations familiales (1) près de $15,000. à ses employés; c'était l'équivalent de 3 mois de salaires pour l'ensemble de ceux-ci. De plus, il devait autour de $60,000. à des organismes tels que le Service d'assurance sociale, la Commission des accidents de travail, etc.

"Nous voulons être maîtres du fruit de notre travail"

A travers l'analyse des problèmes de l'usine, les employés de l'administration et les travailleurs manuels d'Andrés Hidalgo, avaient déjà pris conscience de leur commune situation de salariés exploités et ils s'étaient regroupés en un Syndicat unique. Après étude, ils en étaient aussi arrivés à la conclusion que leur industrie (productrice de poteaux de ciment, de fer galvanisé, d'équipements d'irrigation et de transmission à haute tension) pourrait être rentable si seulement elle était bien administrée: ce qui n'était pas le cas sous la gestion de Hidalgo, préoccupé de faire ses vraies affaires ailleurs, semble-t-il, et qui laissait péricliter son entreprise.

Aussi, lorsqu'ils déclenchèrent la grève, les travailleurs savaient-ils que la simple pression économique ne suffirait pas à régler leur problème de fond: il leur faudrait prendre le contrôle même de l'industrie, "devenir les propriétaires de notre source de travail, disaient-ils, puisque celle-ci était dirigée de manière irresponsable et incompétente. Les objectifs de la grève revêtaient désormais un caractère politique. Pour mener la lutte à son terme, les plus militants d'entre les travailleurs, formés à travers de longues luttes syndicales et politiques, comprenaient la nécessité 1) de formuler clairement ces objectifs et d'en favoriser la prise de conscience par tous; 2) de réaliser non seulement leur unité interne mais aussi d'"étendre le conflit" et de faire appel à la solidarité des autres travailleurs, d'étudiants, de Comités de citoyens; 3) de tenir fermement au principe que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui dirigent, orientent leur grève et non quelque bureaucratie syndicale, ou des politiciens, aussi éclairés et progressistes qu'ils soient.

La grève donna lieu à tout un travail de formation politique à travers discussions et gestes de solidarité. Et lorsque le 22 décembre, après 39 jours de grève, Andrés Hidalgo tenta de faire sortir de l'usine des camions chargés de marchandise, ce sont les femmes du quartier Nueva Palena qui les en empêchèrent et, résultat du travail de mobilisation: dans un délai de 4 minutes, à 4 heures du matin, les travailleurs occupaient l'usine. A partir de ce moment, Hidalgo avait le choix: la faillite... ou la vente de l'usine aux travailleurs. Les créanciers firent pression. Le patron décida de vendre. Les travailleurs achetèrent la machinerie lors de ventes à l'encan suscitées par les créanciers.

Une coopérative peu ordinaire

Le 28 janvier 1969, les travailleurs remettaient en marche l'industrie. Ce ne fut pas facile. Sans argent ni crédit d'abord. Le gouvernement de Frei dénia tout prêt, allégant le mauvais état de la dette laissée par... Hidalgo.

A cause de la pénurie d'argent, on dut renvoyer une cinquantaine de compagnons de lutte. Les comptes d'eau, de téléphone et d'électricité impayés de l'ex-patron allaient embarrasser les travailleurs de mille manières.

La machinerie était vieillotte. Les entreprises fournisseuses de matières premières (fer, ciment...) refusaient de vendre à la jeune entreprise sous toutes sortes de prétexte. D'autres refusaient systématiquement de lui donner des contrats: motifs politiques. Mais les travailleurs investirent tout leur courage, leur capacité productive et **avec l'aide financière d'autres travailleurs**, ils tinrent le coup. "Là où le capital a échoué, le travailleur triomphera."

Jamais les travailleurs de COOTRALACO ne se sont assis sur leur victoire. La propriété et le contrôle de l'usine n'avaient jamais été l'objectif principal, définitif de leur lutte. Juriquement COOTRALACO avait le statut de coopérative. Mais **"la propriété privée ne nous intéresse pas"**, disait l'un d'eux. **"Nous sommes nés grâce à la solidarité et au soutien de la classe ouvrière... L'usine appartient à la classe ouvrière tout entière".** Sous le gouvernement de l'Unité populaire, les travailleurs insistèrent même pour que l'usine passe au secteur de propriété étatique; ils considéraient que ce passage ne serait que restitution justifiée de l'usine à toute la classe ouvrière... et ils ne songeaient pas à demander d'indemnisation.

"Chaque travailleur: un dirigeant en puissance"

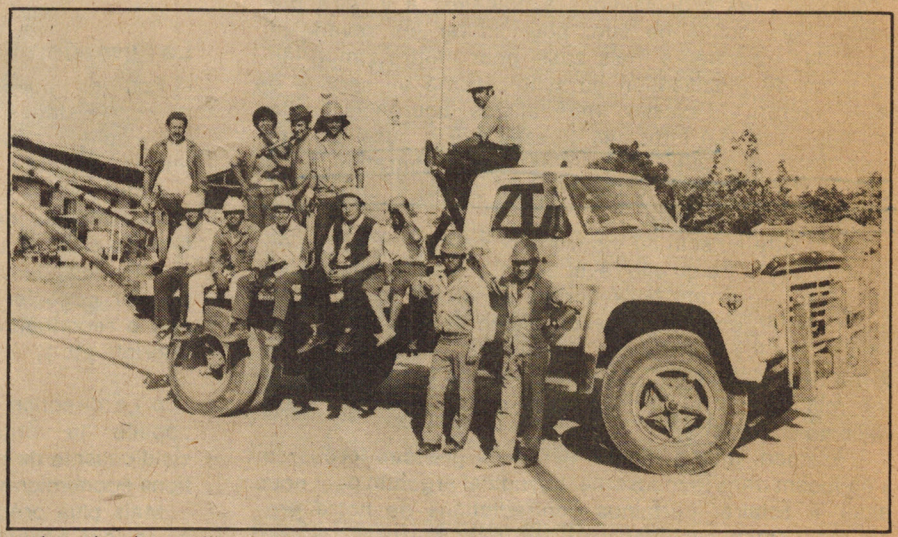
Pour solutionner les problèmes de l'usine, les travailleurs de COOTRALACO se donnèrent de nouvelles formes d'organisation. La direction de l'entreprise était collégiale, la pièce-maîtresse en était la réunion hebdomadaire du jeudi soir. A cette réunion, l'on discutait de tout: questions d'administration, de salaires; marche de la production; solidarité avec d'autres travailleurs. C'est là également que l'on donnait les mandats. Les travailleurs choisissaient les membres de leur Conseil d'administration, leurs chefs d'atelier. Il y avait rotation aux postes de responsabilité. Après un mandat d'un an à des tâches d'administration, le travailleur revenait à la production directe. Chacun était susceptible de remplir un poste de responsabilité. Des dirigeants, on exigeait qu'ils soient "les premiers dans le sacrifice et les derniers dans le bénéfice".

Par étapes, on en vint à niveler complètement les salaires. Plus tard, devant certains problèmes de productivité et d'indiscipline au travail, les travailleurs établirent eux-mêmes des critères de qualification (effort au travail; assistance aux réunions esprit de collaboration...) auxquels se trouva liée une échelle de salaires. Aucun des 68 travailleurs restés au lendemain de l'occupation ne fut mis à pied. Lorsqu'il y avait moins de travail, on procédait à des travaux de rénovation et d'entretien.

Des Comités de production, de discipline au travail, de solidarité, d'éducation complétaient les cadres de l'usine auto-gestionnaire.

"Les gars, quand allez-vous prendre l'usine une fois pour toutes?

Tout n'était pas facile. Souvent, par exemple, les gars avaient tendance à se dégager de responsabilités plus exigeantes aux mains des camarades-administrateurs. Ils se disaient "incompétents" ou refusaient ces "tâches de boss". Mais peu à peu, on s'attaqua aux principales difficultés.



La victoire qu'ils avaient remportée dans le cadre de l'usine n'était que le relai, un point d'appui dans la lutte pour le "pouvoir aux travailleurs" dans toute la société chilienne. C'est ce **caractère politique, de point d'appui à la mobilisation ouvrière** qui distingue COOTRALACO des coopératives québécoises de travailleurs, tels la TEMBEC, la cartonnerie de Cabano. Le contrôle de leur usine était pour les travailleurs de COOTRALACO un **instrument de lutte politique:** instrument destiné à montrer aux ouvriers eux-mêmes, à travers une réalisation exemplaire, que les travailleurs pouvaient gérer une entreprise aussi bien que n'importe qui. **Instrument de solidarité ouvrière aussi:** au lieu de se refermer sur leur coopérative, les gars de COOTRALACO se sont liés de plus en plus à d'autres travailleurs: participation aux brigades de travailleurs; discussion au sein de ces brigades de problèmes sociaux et politiques (avant qu'administratifs); prêts et dons d'argent à d'autres travailleurs; accueil de travailleurs congédiés pour activités syndicales, etc.

Avec l'avénement au pouvoir de l'Unité populaire, la situation allait se transformer. D'abord, il fut enfin possible aux travailleurs de COOTRALACO de trouver du côté rouvernemental un interlocuteur plutôt qu'un ennemi. Ainsi, via les pressions gouvernementales, l'entreprise put désormais compter recevoir des quotas minimum de matières premières. Il fut également possible de faire pression auprès d'organismes publics (producteurs et distributeurs d'électricité) pour que ceux-ci donnent des contrats à COOTRALACO et occupent ainsi la pleine capacité de production de l'usine. Enfin, l'Etat apporta à l'entreprise coopérative un soutien financier qui lui avait été refusé jusqu'alors. Les tractations n'étaient pas toujours faciles. Même dans un gouvernement populaire, les obstacles bureaucratiques, l'esprit sectaire parfois, et aussi l'opposition de droite incrustée dans l'appareil étatique rendraient laborieuses bien des initiatives des travailleurs de la base.

Tout cela progressait.... jusqu'à ce soir du 28 septembre 1973, trois semaines après le coup militaire, où Andrés Hidalgo, escorté de la police, revint prendre possession de l'usine, alléguant qu'on ne lui avait pas encore payé certaine pièce de machinerie. Le coup fut dur, mais pour les travailleurs de COOTRALACO, comme pour tous les travailleurs chiliens, la lutte continue.

LE SYNDICALISME ARGENTIN

Les syndicats ne servent pas toujours ni partout les intérêts des travailleurs. Cela, les travailleurs québécois l'apprennent peu à peu à travers leurs luttes. Des pôles de pouvoir tels que l'Etat, le patronat, les entreprises multinationales, les dirigeants syndicaux cherchent à "contrôler" les organisations syndicales, à y faire prévaloir leurs points de vue: pour limiter les revendications des travailleurs mais aussi pour mettre l'importante force de mobilisation du syndicalisme au service de leurs intérêts de classe: impérialistes, bourgeois ou petits-bourgeois. La lutte des classes existe aussi à l'intérieur des syndicats: et ce n'est pas l'infiltration de la CIA ou de la Sureté du Québec qui en est la cause ni la forme la plus fréquente.

Cette lutte au sein du mouvement syndical, c'est en Argentine peut-être qu'elle revêt actuellement la plus grande intensité: entre une **bureaucratie syndicale** liée à l'establishment argentin et un **syndicalisme de combat** très actif, axé sur les intérêts des travailleurs; entre un **syndicalisme négociateur** qui accepte le régime et un **syndicalisme militant** qui met en cause le capitalisme, et l'impérialisme eux-mêmes.

L'examen, même rapide, des deux grandes forces qui s'opposent dans le mouvement syndical argentin peut nous aider à éclairer certaines contradictions de notre propre mouvement syndical.

Péron et le mouvement syndical argentin

Le mouvement syndical en Argentine (pays de 24 millions d'habitants), qu'il s'agisse de son aile gauche, combative, ou de son aile droite, bureaucratique, est avant tout un mouvement fort, le plus puissant d'Amérique latine. Nombreux, il regroupe environ 6 millions de travailleurs, soit près des deux-tiers de la population active. C'est un mouvement hautement organisé, très riche (toutes ces cotisations...) et depuis près de 30 ans, en presque constante mobilisation.

L'organisation des travailleurs argentins est somme toute, récente, et elle s'est faite dans le cadre du syndicalisme **péroniste**. Sous les deux premières présidences de Péron (1946-1955) le nombre des travailleurs syndiqués est passé de 400,000 à 5 millions.

Dès sa naissance, le syndicalisme péroniste s'est avéré à la fois **populaire** et **autoritaire**; comme tout le mouvement péroniste d'ailleurs, appuyé sur la mobilisation des masses et en même temps centré, verticalement, autour d'un leader unique: Péron.

1) la direction et les structures syndicales étaient intégrées à l'appareil d'Etat: elles servaient surtout à faire passer les décisions d'en haut vers la base;

2) d'autre part, les bases, elles, étaient constamment mobilisées, engagées dans des luttes précises. En même temps qu'elles luttent pour améliorer leurs conditions de vie, elles aiguillonnent la bourgeoisie nationale et pressent le développement industriel du pays. Les bases syndicales constituent, selon les termes de Péron, la "colonne vertébrale" du péronisme d'alors, anti-impérialiste, déchiré entre la nécessité de contrôler les masses mais aussi de faire appel à leur soutien constant.

Quand Péron est chassé du pouvoir en 1955, la Centrale générale des travailleurs est mise hors-la-loi et à toutes fins pratiques démantelée. Des dizaines de milliers de cadres intermédiaires et locaux sont arrêtés, emprisonnés. La résistance commençait... Pour les uns, elle allait se limiter à la **reconquête de la légalité de l'appareil syndical** (elle fut acquise en 1958). Pour les autres, elle allait impliquer en plus, le **retour de Péron:** car pour les masses, malgré ses limites, Péron représentait historiquement une ouverture, la possibilité du développement d'un mouvement révolutionnaire des travailleurs. Cette "seconde résistance" allait durer 18 ans (1955-1973)

La bureaucratie syndicale pro-impérialiste

Pour les nouveaux dirigeants syndicaux, nés de la "première résistance", la consolidation, la survie de l'appareil syndical - **source de leur pouvoir** - devient l'objectif unique, définitif.

Objectivement depuis 1960, cette bureaucratie s'est faite **complice de la pénétration impérialiste** en Argentine. En effet:

- Puisqu'elle veut être reconnue par le régime - pour pouvoir négocier avec lui - cette bureaucratie est amenée à reconnaitre le régime (qu'il soit impérialiste, dictatorial, etc.), à éviter tout affrontement politique avec lui.
- La direction syndicale limite son action à ce qu'elle appelle "la véritable action syndicale", c'est-à-dire au syndicalisme de pression, de négociation et de revendications économiques.

Mais plus précisément, comment ce syndicalisme, en se faisant **négociateur**, s'est-il fait **complice de la pénétration impérialiste en Argentine?**

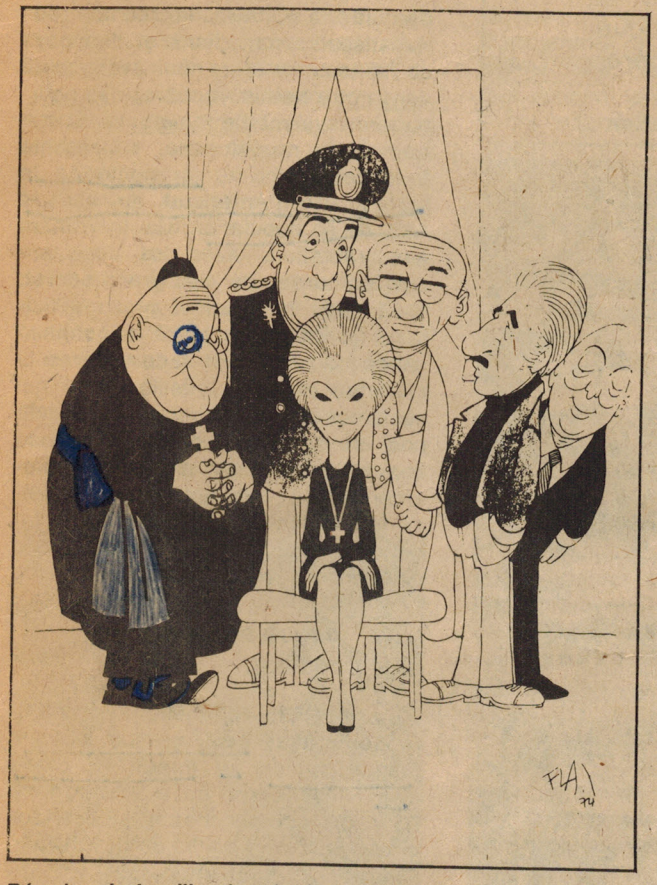
- Le régime auquel la bureaucratie syndicale s'efforce d'arracher sa part du gâteau, **sans plus**, est à ce moment-là un régime nettement pro-impérialiste, qui favorise la pénétration des capitaux étrangers dans les secteurs stratégiques et qui en conséquence cautionne la concentration monopoliste, la stagnation et le recul de l'industrie nationale.
- Loin de dénoncer la dénationalisation de l'économie du pays, le syndicalisme négociateur s'associe à la stratégie impérialiste pour en tirer les bénéfices immédiats les plus élevés possible. Ainsi les syndicats les plus forts, établis le plus souvent dans les multinationales, ont parfois réussi à obtenir que les travailleurs maintiennent et quelquefois même augmentent leurs salaires réels. Conséquences:

1) comme seules les entreprises multinationales sont assez riches pour répondre aux revendications salariales fortes, celles-ci contribuent à affaiblir, à détruire même l'industrie nationale, incapable de concurrencer sur ce terrain;

2) se constitue ainsi une véritable **aristocratie ouvrière**, aux salaires plus élevés, associée aux intérêts impérialistes et de plus en plus coupée de la masse des travailleurs. D'autre part, ce syndicalisme d'affaires n'a jamais mis en cause:

1) ni l'augmentation phénoménale de la productivité (de l'ordre de 50% entre 1960 et 1970) aux dépens des travailleurs puisque durant la même période, les salaires se maintiennent à peine ou même reculent.

2) ni **le contrôle du marché du travail par le patronat:** l'économie croît mais les besoins en main-d'oeuvre, non.



Réunion de famille chez Isabella Peron.

On joue la technologisation contre les travailleurs. Cette collaboration avec le pouvoir, déguisée sous les formes de la négociation, allait faire place à partir de 1966 à une collaboration encore plus totale. Le patronat impérialiste, américain surtout, qui entre 1955 et 1966 s'était largement substitué, via les multinationales, au patronat argentin, s'impatiente, veut plus de discipline, et des profits plus élevés. Avec Ongania, les militaires reprennent le pouvoir. L'appareil syndical devient étroitement "participationniste", se met aux ordres du régime, dictatorial, pour **casser** les travailleurs. Il n'aura même plus la possibilité de négocier, de faire pression.

Le syndicalisme combatif

En Argentine, le syndicalisme combatif ne date pas de 1970. Nous l'avons dit, il a ses sources dans le mouvement péroniste des années 1945-1955. C'est à cette époque que les masses travailleuses, nouvellement syndiquées, fouettées par les consignes anti-impérialistes et mobilisatrices de Péron et de sa femme Eva, prennent conscience de leur force.

Formé lui aussi dans la résistance, ce syndicalisme constitué par les bases elles-mêmes, n'allait pas se satisfaire de la simple reconquête légale de l'appareil syndical. Les travailleurs étaient en mesure de constater eux-mêmes les effets de la pénétration impérialiste, de la dénationalisation progressive de l'économie du pays qui se traduisaient pour la majorité d'entre eux par une dégradation du salaire réel, des conditions de travail et de vie. Sans être socialiste toujours, le syndicalisme de combat constatait que la négociation syndicale avec l'impérialisme était une **trahison** et que seule une **transformation politique** allait arrêter la dégradation des conditions de vie des masses travailleuses. Pour le régime et la bureaucratie syndicale, c'était par trop révolutionnaire. Aussi ce syndicalisme fut-il vraiment réprimé. Et entre 1961 et 1968, il dut limiter ses initiatives à des formes passives de résistance: grèves sur le tas, absentéisme...

En 1968, devant la politique économique ultra-impérialiste de Ongania, les travailleurs, et ceux de nombreux syndicats mis hors-la-loi pour leur combativité en particulier, réussissent à s'emparer de la CGT, nomment de nouveaux dirigeants et forment la CGT des Argentins. L'équipe dirigeante précédente refuse de passer les pouvoirs aux nouveaux élus...

S'amorcent alors **trois années de luttes incessantes:** sous la direction de syndicalisme combatif, principalement sis dans les villes de l'intérieur du pays (Cordoba, Tucuman, Mendoza), toutes les forces populaires se mobilisent. Grèves, manifestations, occupations d'usine, terrorisme paralysent le pays et réussissent ce qu'on croyait impossible: le régime militaire recule devant les forces populaires. Les groupes combatifs coordonnent leur action à travers des organisations souples, comme le Mouvement national intersyndical. Leur objectif: **le retour de Péron.** Pour certains, ce retour signifie: le retour à la voie constitutionnelle, l'arrêt de l'avance impérialiste. Pour d'autres, le passage au socialisme national. Pour d'autres: le socialisme tout court. Un front large se constitue où se joignent aux forces populaires, la petite-bourgeoisie et même la bourgeoisie nationale non-liée à l'impérialisme. Ce front force les militaires à céder le pouvoir et à autoriser le retour de Péron au pays.

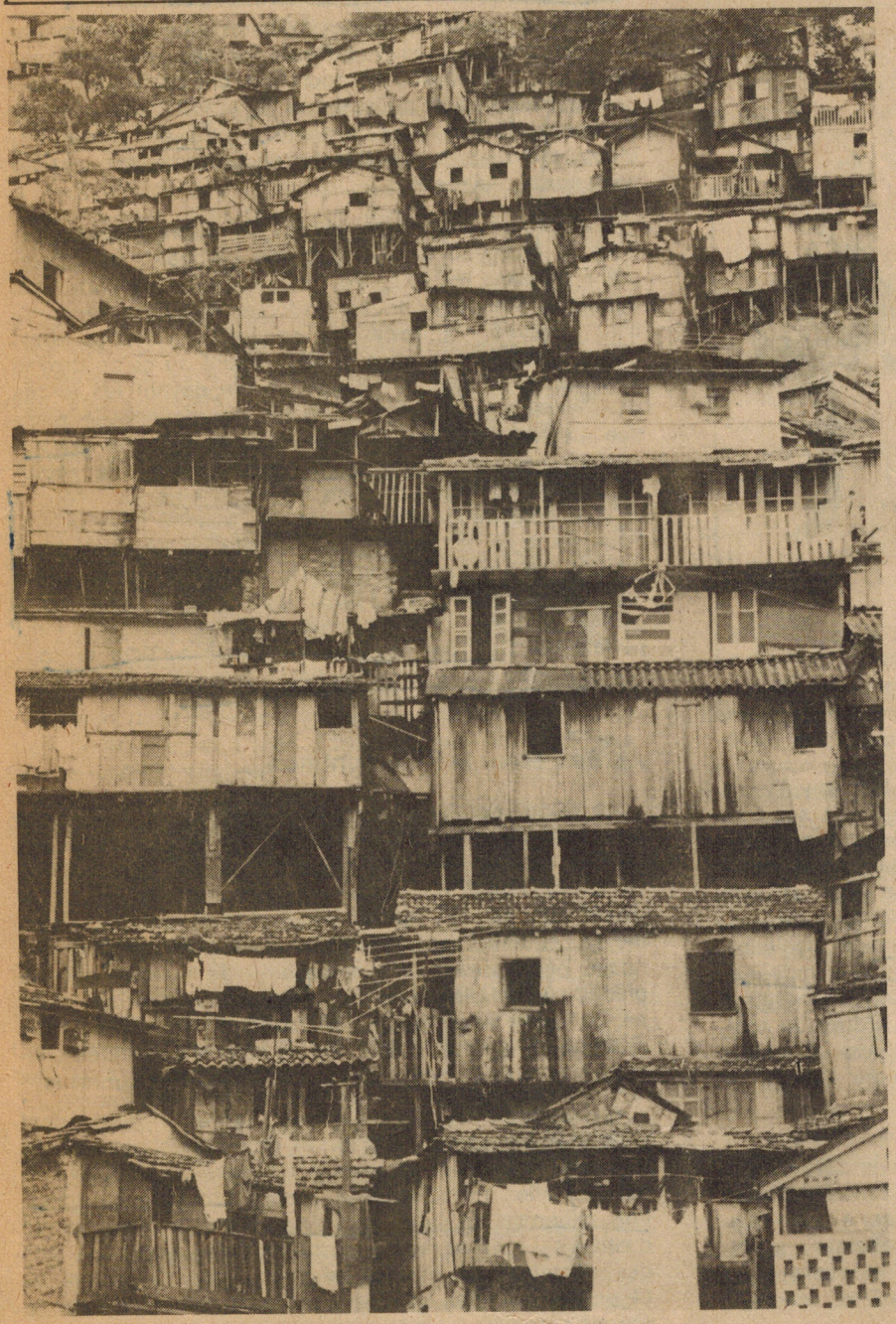
Après Péron: la lutte continue...

Le retour de Péron n'a pas annulé les contradictions profondes de la société argentine, ni déplacé substantiellement les "facteurs de pouvoir" au sein de celle-ci. Dans le nouveau gouvernement, se sont retrouvés le patronat national, les forces armées, la bureaucratie syndicale, et des représentants de l'impérialisme. La jeunesse péroniste et le syndicalisme de combat ont été placés sur la voie d'évitement. Durant les derniers mois, en collusion avec le pouvoir exécutif, la bureaucratie syndicale a appuyé, quand elle ne l'a pas demandée elle-même, la mise en tutelle des syndicats les plus agressifs.

Après quelques mois d'illusion sur un "retour" dont elles attendaient plus, les forces combatives ont amorcé leur auto-critique et se sont réorganisées. En septembre dernier, elles formaient leur propre Front de coordination nationale de lutte syndicale. Dans la clandestinité d'ailleurs. Le Front regroupe une centaine d'organisations des centaines de milliers de travailleurs. De nouveaux objectifs politiques se dessinent: l'affrontement avec le régime péroniste lui-même; le socialisme.

BRÉSIL: MAIN DANS LA MAIN AVEC LES GORILLES

> "Il y a quelques années, j'affirmais que le Brésil serait les Etats-Unis de l'Amérique latine. De façon plus réaliste, on peut espérer qu'il en sera le Canada."
>
> **Un universitaire Brésilien**



Les "favelas" de Rio: le prix du progrès.

Presque au même moment où se déroulait à Ottawa la réunion des investisseurs canadiens et des pays du Pacte andin (dont nous avons parlé dans notre dernier numéro) des pourparlers avaient lieu avec le Brésil, pays qui, rappelons-le, représente à lui-seul près de la moitié de la surface de l'Amérique du sud et 40% de sa population. Contrairement aux tractations avec les pays andins entourées du plus grand secret, c'est avec un grand fracas publicitaire qu'étaient portés à la connaissance du public les accords avec la dictature militaire brésilienne (à qui ses moeurs politiques ont valu le nom de "gorilles", plus tard étendu aux autres régimes militaires latino-américains.) L'entente Canada-Brésil fait la lumière sur une autre facette de notre ingénieuse politique extérieure.

Une "justice sociale" bien spéciale.

La publicité officielle sur l'affaire comprenait deux grands thèmes: justice sociale et intérêt économique. Voyons ce qu'ils renferment. Pour ce qui est de la justice sociale, la voix distinguée de Jean Charpentier nous rapportait les propos d'un gorille haut-gradé selon lequel, en participant au "développement" brésilien, on lui permettra d'avoir accès à la société de consommation de masses. C'est alors seulement qu'on pourra accorder à l'ensemble de la population un niveau de vie plus élevé: pour l'instant, "ils" doivent se serrer la ceinture pour défrayer le coût de la croissance. Comme signe de la bonne volonté du gouvernement à l'égard des masses, on faisait grand état de la récente décision de consacrer $300 millions pour financer le crédit à la consommation: cette mesure vise à stimuler la demande interne de biens manufacturés durables, tels réfrigérateurs, téléviseurs, etc. Quand on sait qu'un téléviseur coûte $400. et qu'un ouvrier gagne $60. par mois, dont $48. sont requis pour manger, on devine que les "libérali-

tés" économiques du régime s'arrêtent à la classe moyenne (15% de la population et 30% des revenus). Les masses ouvrières et paysannes elles, (80% de la population et 35% du revenu) ont vu leur niveau de vie **décroître** de 17% en dix ans de "développement" sous la botte militaire.

Pour ce qui est de nos "intérêts économiques" au Brésil, les choses sont assez confuses. Ce pays, nous dit-on, se lance après nous dans l'exploitation à grande échelle de ses ressources naturelles: bois, minerai, hydroélectricité. En envoyant là-bas des "experts" et en formant ici des ingénieurs brésiliens, nous leur ferons apprécier sur place les coûteuses machines que nous leur vendrons par la suite. En échange de quoi il faudra bien leur acheter de temps en temps $200 millions de blindés (comme celà s'est fait il y a trois semaines) et autres bagatelles. A côté de ces échanges de marchandises et de chercheurs, qui occupent le devant de la scène, on parle bien un peu d'investissements canadiens là-bas, mais si peu...

Geisel Gorille en chef du Brésil.

Ce qu'il faut voir, sous tout le verbiage, c'est que les rapports réels que nous sommes en train de nouer avec le Brésil sont profondément différents de ceux que nous essayons d'établir avec les pays du Pacte andin. Le géant brésilien est tout-à-fait impossible à satelliser, même par nos(?) multinationales! D'abord, il se spécialise de plus en plus dans l'exploitation des ressources naturelles, ce qui en fait une économie **concurrente** de la nôtre, et non **complémentaire,** comme les pays andins qui donnent priorité à l'implantation manufacturière. En second lieu, et surtout, il est déjà la colonie privilégiée des grandes puissances impérialistes, (Etats-Unis, Japon, Allemagne) qui dominent à la fois la production interne et les exportations, et qui n'ont aucun intérêt à partager avec nous cet Eldorado, doté de cette richesse entre toutes: la main d'oeuvre la moins chère du continent. On ne saurait y établir beaucoup de Brascan.

Pourquoi allons-nous au Brésil, alors?

En premier lieu, parce que le grand capital américain, auquel la bourgeoisie financière canadienne est étroitement associée, a résolu de réaliser l'intégration des deux grands réservoirs de matières premières et de ressources énergétiques du continent. Pour éviter la chute des profits dans la période de crise que nous traversons, il faut couper les dépenses et supprimer les erreurs de planification. Parmi celles-ci, il y a les crises périodiques de surproduction, résultant de la non-coordination des politiques d'expansion des grands monopoles. En agençant directement les développements sidérurgiques de la Basse-Côte-Nord et ceux du Maranhaô (nord du Brésil) le capital financier international évitera des erreurs coûteuses. Pour réduire encore les risques, on encourage présentement les **Joint ventures,** entre fonds privés et publics, brésiliens et canadiens. On espère aussi refiler au Brésil le matériel de transport, d'installation, etc. qui va bientôt devenir oisif chez nous, après le boom de la Baie James.

En second lieu, c'est l'ensemble des économies brésilienne et canadienne - économies sous-impérialistes dominées par les Etats-Unis - qui sont en voie d'être réorientées au sein d'un vaste programme de division internationale du travail. Les deux pays ont en commun d'avoir un marché interne insuffisant pour permettre aux industries à forte productivité une "saine" expansion: le Canada, vu sa faible population et les inégalités dans la répartition du revenu, le Brésil, par suite de la misère généralisée. Par ailleurs, notre pays, où la main d'oeuvre est chère et l'énergie bon marché, et le Brésil, où règne la situation inverse, pourraient se spécialiser dans des productions différentes (par exemple l'aluminium ici, les vêtements là-bas): c'est alors tout le marché continental qui pourrait être contrôlé par les monopoles américains, à travers leurs filiales canadiennes et brésiliennes, voire à travers des industries "nationales" dépendant financièrement et technologiquement des Etats-Unis. A ce niveau, l'Hydro-Québec en Amazonie et Petrobras en Colombie sont des bastions aussi sûrs pour l'impérialisme que ITT.

Face à cette vaste entreprise dont le "rapprochement Canada-Brésil" n'est qu'un aspect, la simple dénonciation verbale demeure stérile. La seule réponse valable: un travail de conscientisation et de mobilisation auprès des travailleurs des multinationales, la fraction de la classe ouvrière québécoise la plus directement impliquée et la plus susceptible de développer une action efficace. Travail à moyen terme qui ne doit pas remplacer les actions de caractère plus immédiat (information, boycottage...) mais les prolonger et les développer.

Petrole bresilien: une place à prendre.

"CHILIENS-QUÉBÉCOIS": DEUX CONSCIENCES POUR UNE MÊME EXPLOITATION

A partir du mois d'octobre 1973 un certain nombre de Chiliens furent obligés d'immigrer au Canada. Les premiers arrivèrent comme réfugiés politiques, les suivants arrivèrent à traverser la barrière des règlements imposés aux immigrants à l'Ambassade du Canada à Santiago.

A leur arrivée, le premier problème auquel ils se trouvèrent confrontés fut celui de la langue. Ce problème fut partiellement solutionné par le gouvernement qui les envoya apprendre le français au C. O.F.I. (Centre d'orientation et de formation des immigrants). Ce cours terminé -- au bout de 20 à 30 semaines -- ils se retrouvèrent sur le marché du travail. Leur connaissance précaire du français, leur ignorance de l'anglais et leur manque d'expérience au Canada les obligèrent à s'orienter vers des emplois dans l'industrie, alors qu'au Chili ils avaient occupé d'autres types d'emploi (enseignement, service social, fonctionnariat, etc) puisqu'ils étaient plutôt de la classe moyenne.

Nous avons réalisé une table ronde à laquelle ont participé plusieurs Chiliens qui nous ont raconté leurs expériences de travail et ont fait une comparaison entre travailleurs chiliens et travailleurs québécois.

LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Q.- Qu'as-tu fait pour te trouver un travail et quelles ont été tes premières expériences?

Miguel - Quand j'ai terminé le COFI, j'ai demandé à suivre un cours de spécialisation professionnelle ou un cours d'anglais. On m'a refusé les deux; j'ai donc dû commencer à me chercher du travail. Je savais à l'avance que l'unique possibilité, pour l'instant, était un travail dans l'industrie. J'ai commencé dans une manufacture de clous, où j'étais responsable d'une machine qu'il fallait constamment surveiller pour qu'elle ne se détraque pas, vu que c'était une très vieille machine.

Jorge - Je savais, moi aussi, que sans spécialisation technique il me serait très difficile de trouver du travail. J'ai demandé à l'Immigration la possibilité de faire un cours de spécialisation professionnelle, et on a refusé, comme d'ailleurs à la grande majorité des Chiliens, sous prétexte que nous n'étions pas des immigrants reçus. J'ai donc dû travailler dans une industrie; j'ai commencé il y a un mois. J'y ai effectué toutes sortes de durs travaux, comme de transporter du bois, des meubles, etc. C'est un travail continu de 9 heures par jour, avec 30 minutes pour dîner et une pause-café l'après-midi pendant lesquels on n'est pas payé. Nous avons un contremaître qui nous surveille constamment. Je gagne $2.50 de l'heure.

Auguste - Mon ignorance de l'anglais et ma faible connaissance du français m'ont obligé à travailler dans une cafétéria où je lavais la vaisselle, les chaudrons, etc., en général un travail très dur. Ils me payaient très peu ($2.10) et m'exploitaient beaucoup, c'est pourquoi j'ai changé d'emploi. Mais j'ai dû chercher seul, parce que les conseillers de l'immigration ne nous donnent pas des bons emplois, même s'ils devaient en avoir de disponibles. Ils nous envoient seulement à des endroits où l'on ne paie que le salaire minimum.

J'ai commencé à travailler dans une manufacture de meubles il y a un mois. Là, je ne pratique même pas le peu de français que je sais parce que le travail est mécanisé et le peu qui se parle se fait en anglais.

Sergio - Après trois mois au COFI, j'ai quitté le cours car je considérais que le français que j'avais appris me suffisait pour travailler dans une industrie. J'ai travaillé à la Canadian Steel, entreprise américaine de raffinage de métal. On y parlait français et anglais. Le travail que j'effectuais en était un de force brutale pendant les 8 heures quotidiennes, sauf deux petits repos et 30 minutes pour le dîner, le tout évidemment enlevé du salaire. Nous travaillions dans des conditions inhumaines. C'est un lieu fermé où les gaz se concentrent; on a de la difficulté à respirer et on se voit à peine; c'est ce qui explique qu'on rapporte plusieurs cas de silicose. J'ai démissionné parce que je considérais que j'étais sur-exploité et traité comme un animal.

Marina - Une fois mes 20 semaines de COFI terminées, j'ai voulu travailler comme vendeuse, mais on m'a refusée parce que je ne parlais pas anglais. Je me suis présentée au conseiller de la main-d'oeuvre qui m'a dit d'utiliser les pages jaunes pour me trouver un emploi. J'ai commencé à travailler à Leviton Manufacturing of Canada parce que ça été le seul

endroit où l'on m'a acceptée. Je faisais de la soudure électrique sur une machine. Mon principal problème était que le contremaître me parlait anglais et que je ne comprenais rien. Je recevais le salaire minimum, bien que j'étais payée à la pièce, chose qu'ils ne m'avaient pas dite quand il m'engagèrent.

LES CAMARADES DE TRAVAIL

Q.- Quelle est la composition de la force de travail dans ces industries?

Jorge - Nous sommes presque seulement des hommes; quelques femmes effectuent des travaux plus légers, mais elles reçoivent le même salaire que nous.

Augusto - Jorge et moi travaillons dans la même manufacture et nous sommes les seuls Chiliens. Nous sommes 79 ouvriers en tout. Il n'y a pas plus de 8 Canadiens et trois Latino-Américains; les autres sont des Grecs et des Italiens.

Sergio - A la Canadian Steel, il y a 60% de Québécois et 40% d'immigrants, en majorité des Haïtiens. Il y a très peu de femmes, et elles travaillent au secrétariat.

Miguel - Comme dans toutes les industries, là où je travaille il y a une grande quantité d'immigrants. Cela s'explique par le fait que justement la politique d'immigration est destinée à importer des pays sous-développés de la main-d'oeuvre à bas prix pour les tâches que les Canadiens se refusent à exécuter.

Marina - A Leviton, toutes les ouvrières sont des femmes; les postes de techniciens, contremaîtres et floormen sont occupés par des hommes. La majorité (70%) sont des immigrants italiens; les autres sont Haïtiens, Latino-Américains et peu souvent Québécois. Il existe une forte discrimination entre hommes et femmes. Le syndicat n'est formé que d'hommes, alors que nous sommes des femmes en majorité. Les salaires d'un technicien et d'une ouvrière différent passablement. Quant aux heures pour manger (je travaillais de 17 à 24 heures), les techniciens avaient aussi la priorité, une plus longue période pour manger et des repos supplémentaires. Pire, nous dépendions des techniciens pour bien accomplir notre travail qui, je le rappelle, est payé à la pièce. Quand la machine est brisée, nous ne sommes pas payées pendant tout le temps que le technicien prend pour la réparer. Les machines s'arrêtent au moins deux fois par semaine.

DES COMPARAISONS

Q.- Pourrais-tu comparer le travailleur chilien avec le travailleur québécois?

Miguel - Au Chili, les conquêtes et les avantages des travailleurs sont le résultat de longues luttes. Ici, nous vivons dans une société développée, ce qui implique une technologie avancée. Quand on commence à travailler dans une industrie, on s'incorpore à un travail en série. Cela signifie que si quelqu'un commet une erreur, il se

produit un retard dans toute la production. D'autre part, une des grandes différences est que nous les Chiliens, nous pensons que le travail n'est pas seulement un moyen de subsister, mais c'est également une façon de permettre l'expression d'inquiétudes normales et naturelles chez l'homme. Le jour où les travailleurs québécois prendront vraiment conscience de l'exploitation à laquelle nous sommes soumis, nous pourrons commencer à nous comparer. Pour l'instant, nous sommes trop différents sur cet aspect.

Jorge - Nous sommes ici à cause de problèmes politiques. Nous ne sommes pas venus nous enrichir, mais nous ne voulons pas non plus être exploités, ce qui nous différencie des autres immigrants. Ici, c'est généralement l'immigrant qui exécute le travail que le Canadien ne veut pas faire, c'est-à-dire les ouvrages d'industrie, de nettoyage, de restaurant; donc du travail physique qui ne requiert aucun effort intellectuel.

Dans le cas concret de l'industrie, les conditions de l'ouvrier au Chili étaient meilleures qu'ici. La sur-exploitation n'existait pratiquement pas. La lutte ouvrière a commencé il y a bien des années, au Chili. C'est pour cela que je crois qu'il est absurde d'insister sur une comparaison entre le Québec et le Chili; c'est presque impossible de comparer le niveau de conscience, de développement du travailleur chilien et du québécois. Ce sont deux étapes historiques différentes. La conscience et la politisation québécoises en sont à leurs débuts.

Marina - Les ouvrières de Leviton ne se demandent même pas si elles sont exploitées ou non. Au contraire elles sont reconnaissantes au patron (qu'elles ne connaissent même pas) d'avoir un emploi, surtout celles qui travaillent à cet endroit depuis plus de deux ans, car la moyenne des démissions est incroyablement élevée. Certaines ouvrières travaillent **full time,** elles n'arrêtent même pas pour manger; elles mangent en travaillant, pour travailler plus et avoir plus d'argent pour s'acheter tout ce que le marché de consommation leur offre. C'est là la grande différence avec une ouvrière chilienne, qui travaille pour faire manger sa famille et arriver à survivre.

Auguste - Au Chili, la grande majorité des travailleurs ont une conscience de classe. Ici, c'est tout le contraire qui arrive: c'est l'individualisme et la compétition qui règnent. Celui qui gagne un peu plus défend son poste et essaie d'exploiter celui qui est en dessous de lui.

Sergio - Les travailleurs chiliens ont conscience qu'ils sont Chiliens. Ici la majorité des immigrants et des travailleurs québécois n'ont pas cette conscience, et ils ne se sentent pas exploités. Leur but est de gagner de l'argent pour acquérir des biens matériels.

QUESTIONS SUR LE CHILI POUR NOTRE ORIENTEMENT

Parce que, au Québec, on n'est peut-être pas encore sorti d'une espèce de préhistoire de l'éveil politique de la masse des exploités (c'est-à-dire: le monde), c'est souvent à titre de véritables "merveilles", depuis qu'on parle du Chili, qu'on évoque les conquêtes de la classe ouvrière chilienne, la combativité des paysans, la force des partis de gauche. Dans la même veine, on fait allusion aux ouvriers qui avaient développé la bonne habitude de s'emparer de leurs usines, et on se rappelle qu'une manifestation de 500,000 personnes dans les rues de Santiago était considérée comme un demi-échec. Et on souligne qu'au Chili, depuis plus de vingt ans, il y avait une Centrale Unique des Travailleurs.

Pour peu qu'on tente d'examiner d'un peu près ces choses-là avec un groupe de Québécois, quels qu'ils soient, la question vient, invariablement: **"COMMENT ONT-ILS FAIT POUR EN ARRIVER A CE NIVEAU DE POLITISATION ET D'ORGANISATION?"** Si on pose la question, c'est qu'on sait parfaitement, au fond, qu'il n'y a pas, là comme ailleurs, de génération spontanée.

Ces faits qu'on observe appartiennent à une histoire, une histoire, forcément, de plusieurs générations, une histoire qui doit comporter des données analysables et riches d'enseignements. Comment donc les Chiliens ont-ils fait, par quelles voies ont-ils procédé pour s'arracher à l'aliénation collective?

En réalité, quand nous posons cette question, en apparence sur le Chili, nous nous interrogeons en fait sur nous-mêmes: comment ferons-nous, au Québec, à partir de notre état présent d'aliénation, comment ferons-nous pour parvenir au socialisme?

Cependant, dans notre horizon quotidien:
PQ nationaliste et (vaguement social-démocrate,)
RCM qui parle de comités de quartier,
feu le front commun inter-syndical,
FTQ "contre la justice des boss",
CSN "ne comptons que sur nos propres moyens",
CEQ "l'école au service de la classe dominante"
UPA en colère,
et puis des grèves qui pourrissent,
mais aussi des gestes (ou des mouvements?) de solidarité,
des comités de citoyens,
des comptoirs alimentaires,
des cliniques populaires,
des militants isolés,
des groupes de gauche et d'extrême-gauche,
et énormément de monde mêlé.
Qui récupère le travail politique qui se fait? Vers la formation d'un parti ouvrier? Centrale unique des travailleurs? Avançons-nous? Par quelles voies?

D'autre part, les masses politisées et organisées, au Chili, en quoi est-ce que ça consistait réellement, toute rhétorique et tout mythe étant mis de côté? (Car on en parle trop souvent, et Québécois et Chiliens, sur le mode de l'allusion incantatoire, avec des phrases qui sont parfois de purs tricots de slogans.)

L'Unité Populaire était une coalition de partis de gauche: côté unité, rien à redire, mais pourquoi les divisions en plusieurs partis, les rivalités, le sectarisme? Parce que cela a existé, aussi: les partis de gauche, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Unité Populaire, ont maintenu jusqu'à la fin chacun leur ligne politique, n'ont pas réussi à offrir au peuple chilien un leadership ferme et unitaire. Alors justement que l'objectif, la réalisation de la société socialiste, était là, à portée de la main.

Accidents de parcours que tout cela? Si oui, qu'est-ce qui a manqué, pourquoi a-t-il fallu qu'une classe ouvrière si avancée soit ainsi déchirée? Faudrait-il voir là l'oeuvre inévitable (congénitale) de la petite bourgeoisie quand elle "s'allie" à la classe ouvrière?

S'il ne peut être question de transposer bêtement, du Chili au Québec, s'il est vrai que les parallèles faciles sont aussi futiles que faciles, il est clair que nous avons énormément à apprendre de la classe ouvrière chilienne, tant des erreurs que des succès.

Pour cela il faut une étude sérieuse, voir les faits, tâcher de les apprécier dans leur juste perspective, se garder des visières et des lentilles déformantes que sont les thèses à prouver et les généralisations superficielles.

Dans ce but et dans cet esprit, le Comité de Solidarité Québec-Chili est à mettre sur pied un ou plusieurs groupes d'étude sur l'histoire de l'organisation de la classe ouvrière chilienne. Tous les intéressés sont invités à y participer. (Tél. 842-8459) Pour l'orientement du Québec, comme, en termes de marine, on parle de l'orientement des voiles, sans oublier le gouvernail.

Groupe d'étude sur
l'organisation de la classe
ouvrière chilienne

RÉUNION

le mercredi 15 janvier 1975
à 19:30 heures, au Comité de Solidarité Québec-Chili
356 est, rue Ontario
842-8459

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Téléphone . . . . . .

Des exemplaires des numéros précédents de CHILI-QUEBEC INFORMATIONS sont encore disponibles au Comité.

Abonnement régulier: $5.00.
Abonnement-solidarité: $10.00.

Les abonnements de groupe (5 exemplaires ou plus postés à la même adresse) nous faisant épargner des frais de poste, les prix ci-dessus deviennent alors, respectivement: $4.00, $2.50 et $8.00, à multiplier par le nombre d'exemplaires désirés.

Faites votre chèque à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "Bulletin".